

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

BÂTIMENT

**IDCC : 1597. – Ouvriers
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)**

ACCORD DU 11 MARS 2016
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} MARS 2016
(RHÔNE-ALPES)

NOR : ASET1650602M
IDCC : 1597

Entre :

La CAPEB Rhône-Alpes ;

La FSCOP BTP Rhône-Alpes ;

La FFB Rhône-Alpes,

D'une part, et

L'URCB CFDT Rhône-Alpes ;

La FR BTP FO Rhône-Alpes ;

L'UR BATIMAT-TP CFTC Rhône-Alpes,

D'autre part,

La commission paritaire régionale s'est réunie les 12 janvier 2016, 26 janvier 2016 et 11 mars 2016 pour négocier les salaires minimaux des ouvriers des entreprises de bâtiment de la région Rhône-Alpes.

En ce qui concerne les ouvriers des entreprises occupant plus de 10 salariés, il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

*Salaires minimaux des ouvriers employés
dans les entreprises occupant plus de 10 salariés*

Les valeurs du point et de la partie fixe servant à calculer les appointements minimaux des ouvriers du bâtiment des entreprises occupant plus de 10 salariés des huit départements de la région Rhône-Alpes sont fixées, comme suit :

Du 1^{er} mars au 31 décembre 2016 :

– point : 7,85 € ;

– partie fixe : 150 €.

Les barèmes joints en annexe correspondent aux appointements minimaux des ouvriers pour un horaire mensuel de 151,67 heures.

Article 2

Cas particulier du niveau I, position 1

Par dérogation aux stipulations de l'article 1^{er}, la valeur de la partie fixe applicable aux salariés classés au niveau I, position 1, coefficient 150, et pour cette seule position, est de 290 €.

Article 3

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration à la direction départementale du travail et de l'emploi où il aura été déposé. Elle devra également en aviser, par lettre recommandée, toutes les organisations signataires.

Article 4

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la direction générale du travail (DGT), dépôt des accords collectifs, à Paris 15^e, et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Lyon.

Article 5

Les signataires demanderont l'extension de cet accord au titre du ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Fait à Villeurbanne, le 11 mars 2016.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Barème des appointements minimaux du 1^{er} mars au 31 décembre 2016

Partie fixe : 150 €.

Valeur du point : 7,85 €.

(En euros.)

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL minimal
Niveau I Ouvriers d'exécution :		
– position 1	150	1 467,50 (*)
– position 2	170	1 484,50
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 602,25
Niveau III Compagnons professionnels :		
– position 1	210	1 798,50
– position 2	230	1 955,50
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe :		
– position 1	250	2 112,50
– position 2	270	2 269,50
(*) Partie fixe de 290 €.		

Aucune rémunération ne peut être inférieure au Smic.